



La marche des « beurs » : quel bilan trente ans après ?



Entretien avec Pascal BLANCHARD¹ | historien

Pascal Blanchard dresse pour Pro Asile le bilan de la marche dite des « beurs », en réalité précise-t-il, « Marche pour l'égalité et contre le racisme » ; qualifiée de « marche des beurs » par les médias, terme que la mémoire a conservé par la suite. Contexte, échec ou réussite, quid des revendications portées par la marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983 ?

France terre d'asile : Au début des années 1980, quelle est l'image de l'immigré dans la société française ?

Pascal Blanchard : 1984, c'est le championnat d'Europe de football qui rend hommage à toutes les immigrations, aux Platini, aux Fernandez... C'est la visibilité normative, standardisée, dans tous les territoires de la société française, d'une immigration intra-européenne en train de disparaître. On peut dire qu'elle commence à se fondre dans la nation, tout en gardant sans problème des traits culturels. Il y a, d'autre

part, une immigration que peu de chercheurs ont voulu voir jusque-là dans sa spécificité historique (le passé colonial), qui restait de l'ordre de l'invisible : c'est celle du travailleur immigré issu de l'ex-espace colonial. C'est le Maghrébin avec son marteau-piqueur et l'éboueur africain invité au petit-déjeuner par Giscard en 1974, c'est l'Asiatique dans son restaurant ethnique. Ils sont à la marge, et peu visibles dans la société civile et politique dans les années 60, ni dans la société intellectuelle, uniquement dans le sport ou le divertissement. Il a fallu attendre Noah en 1983 pour voir émerger un sportif noir dans le Panthéon national (aux côtés d'un Marius Trésor en équipe de France de football) et on n'est pas encore à la génération d'un Roger Bambuck qui deviendra ministre avec la gauche au pouvoir. Il y a

donc une invisibilité de l'immigration afro-antillaise et maghrébine dans la société française, et le grand tournant de 1983 (le tournant post-colonial) a été de rendre visible ces populations auprès du grand public, car le combat des « pères » pour les foyers ou la lutte syndicale avait été marginalisé dans les médias.

À quel moment ces « invisibles » vont-ils devenir visibles ?

P.B : Ils vont émerger à travers deux phénomènes concomitants en 1983 : il y a d'un côté les grèves prises en main par les « pères » et les « grands frères » dans le milieu automobile, et c'est un moment majeur parce que la grève est longue, forte, et s'inscrit en plus face à un gouvernement de gauche (deux ans après mai 1981). Et de l'autre côté, il y a les « rodéos » de leurs « enfants » dans les banlieues. Les « rodéos » sont liés à l'immigration. C'est le nom qu'employait la presse pour décrire le phénomène : les jeunes prenaient des voitures, tournaient avec dans les quartiers en faisant crisser les pneus puis brûlaient les voitures. C'était une sorte de « cérémonial » pour dire « nous existons » et « nous n'avons pas de présent, pas de futur », une forme de jeu avec la police et avec les autorités. Il y avait

¹ Dernier ouvrage paru : LA FRANCE NOIRE. Présences et migrations des Afriques, des Amériques et de l'océan Indien en France, Editions La Découverte, 2012 (à paraître en octobre 2013 LA FRANCE ARABO-ORIENTALE. Treize siècles de présences, Editions La Découverte, 2013).



Pascal Blanchard est historien, spécialiste du « fait colonial » et des immigrations des outre-mers en France. Chercheur associé au Laboratoire Communication et Politique (CNRS), il co-dirige le Groupe de recherche ACHAC (Colonisation/Immigration/Post-colonialisme) qui travaille sur les représentations, les discours et les imaginaires coloniaux et post-coloniaux, ainsi que sur les immigrations des Suds en France.

« Ceux qui ont marché peuvent avoir le sentiment d'avoir été les dupés de la République. Leur situation (sociale, politique, culturelle) et celle de leurs enfants est pire que celle de leurs parents et de la leur il y a 30 ans »

à la fois provocation policière (qui méprisait pour certains ces enfants issus de l'immigration algérienne notamment, vingt ans après la fin de la Guerre d'Algérie) et en même temps une provocation sociale.

Les Français prennent conscience à cette période que les immigrés ont fait souche dans la société française et qu'ils font partie du destin de la France ?

P.B : Ils s'aperçoivent que les « immigrés » (mais aussi leurs enfants nés en France) ne vont pas repartir et que, ne repartant pas, ils vont avec leurs enfants bâtir la France de demain. En 1977, trois ans après la fermeture des frontières (1974) et deux ans après la révolte des « harkis » (et de leurs enfants) des camps où ils étaient mis à l'écart (1975), la prime au retour (10.000 Francs à l'époque... le million Stoléru) n'a pas marché et

les politiques publiques de plus en plus contraignantes n'ont eu aucun impact sur les immigrés qui sont sur le territoire. Ils ont fait venir leurs femmes et les familles se sont installées. Les gamins en 1983 ont alors de 12 à 25 ans. La grande majorité, venue avec les pères et les mères, est née en Algérie, d'autres sont nés ici, et la plupart sont des ados ayant grandi en France. Ils ont grandi avec les jeunes issus de l'immigration antillaise, quelques subsahariens (Mali, Sénégal, Mauritanie), avec la jeunesse de parents ouvriers issue de l'immigration intra-européenne (Portugais, Italien, Espagnol) et avec les jeunes Harkis qui ont été « rapatriés » des camps à partir des années 1978/1979 vers les quartiers populaires suite aux révoltes de 1975. Tout ça commence à bouillonner, les gens commencent à parler et à s'organiser. Ils veulent se faire entendre, car leur histoire est inaudible, leur revendication aussi,

et le racisme (comme la succession des crimes depuis 1973) est croissant. C'est un « grand cri » républicain à la nation qui va se faire entendre en 1983.

Après le combat des pères, c'est donc le combat des fils ?

P.B : Il ne faut pas aussi oublier le combat des grands-pères avec l'engagement militaire. Cette jeunesse-là ne se reconnaît pas forcément (et à l'identique) dans le combat des pères (foyers, luttes syndicales, lien avec le pays d'origine...), parce que le combat des pères est lié surtout au travail, alors qu'eux n'ont pas de travail et ils se battent pour des enjeux d'égalité, de lutte contre le racisme. Ils sont alors dans un « no man's land » social et politique. Rien n'est prévu pour « eux ». S'ils ne se prennent pas en main, ils n'existeront pas. Les politiques les ont totalement oubliés.



La marche des « beurs » : quel bilan trente ans après ?

Entretien avec Pascal BLANCHARD | historien, spécialiste du « fait colonial » et des immigrations des outre-mers en France

« La marche n'a produit aucun de ses deux objectifs majeurs initiaux : l'égalité juridique a été obtenue en théorie, mais en pratique ce sont des « exclus de la République » au niveau du territoire, des exclus de la vie politique française en terme de représentativité »

Ils sont les « invisibles de la République », et en plus ils subissent ratonnades et crimes racistes. Alors certains vont brûler des voitures, d'autres vont se retrouver dans des mouvements associatifs ou dans des grèves de la faim. Les enfants de Harkis, qui sont un peu plus habitués que les autres aux mouvements revendicatifs, arrivent avec leur savoir-faire (lutte dans les camps de 1975 à 1982) ; d'autres, les Antillais, arrivent avec l'esprit des grandes marches afro-américaines et des luttes revendicatives aux Antilles (comme en 1967) ; et puis il y a une jeunesse militante - les Italiens, les Espagnols, les Portugais - qui ont la culture politique des pères, passés par les partis et des combats politiques contre Salazar ou Franco. Il y a, en tout cas, une envie d'exister à un moment où la parole publique se libère, où le monde associatif se libère (1981). Les enfants disent « et nous, quel va être notre territoire d'expression ? Nos pères ils l'ont, c'est l'usine, les grèves » ; nous devons faire comme aux États-Unis parler à la nation. Les mères sont alors investies dans le mouvement

associatif culturel. Aux enfants, il reste la revendication politique, et hors des partis puisqu'ils ne peuvent alors y entrer. Soit on brûle des voitures, soit on reproduit la grande marche pacifique des Afro-Américains pour arriver à dire « nous sommes les oubliés de la république, nous sommes les oubliés du tournant de la gauche et de 1981 ».

Comment explique-t-on le succès d'une marche entreprise à quelques-uns, une trentaine de jeunes, et qui rassemble plus de 60 000 personnes en arrivant à Paris ?

P.B : Est-ce vraiment un succès ? Médiatiquement et culturellement oui, politiquement en partie, socialement non. Le tissu associatif et la gauche s'investissent dans un phénomène positif, positif parce que les jeunes adoptent les codes américains d'une marche pacifique et tous les codes d'un mouvement de gauche classique : « on va marcher pour qu'on nous reconnaisse dans l'égalité ». C'est encore l'esprit de la gauche en 1983... Et en même temps, quand François Mitterrand (et le premier ministre) les reçoit à l'Élysée et octroie du bout des lèvres quelques avantages (la carte de séjour et de travail de 10 ans), il ne répond pas véritablement à l'une des problématiques qui était la leur, celle d'une égalité au sein de la société française : pour eux. Ils attendaient plus de la gauche que ce qu'elle va leur donner (ils n'obtiendront pas de fait le droit de vote des étrangers...). C'est un succès à court terme aussi, mais le résultat c'est qu'ils retournent manifester un an plus tard, ce qui montre bien les limites du mouvement et son impact politique. Si on se pose la question d'une émergence médiatique (et culturelle), c'est une réussite absolue. Si on se pose la question d'une

réussite politique le débat est véritablement ouvert sur les droits qu'ils obtiennent et leur faible place dans les partis politiques au cours des années 80, 90 et 2000. Si on parle d'une récupération potentielle c'est, avec SOS racisme ou France plus, mais pas seulement, la digestion totale dans une mouvance associative et antiraciste qui va échapper aux « marcheurs ». On a oublié le mot égalité et on ne retient que le mot antiracisme de leur combat. Les associations qui s'engagent alors sur tout le territoire ne répondent qu'à une partie de la revendication. C'est une réponse imparfaite des politiques du temps à une réelle problématique de la société française qui est alors raciste (comme le montre la vague de crimes de 1973 à Marseille par exemple). Cela génère au final des frustrations et installent le revendicatif et le désespoir dans les quartiers populaires.

Quel bilan tirer de cette marche aujourd'hui ?

P.B : Il doit y avoir à peu près 9 à 10 millions de personnes dans ce pays qui ont un grand-père, une grand-mère, un arrière-grand-père ou une arrière-grand-mère né au Proche ou Moyen-Orient, ou au Maghreb. Pourtant, aucun maire d'une grande ville française n'est issu de ces régions, aucun ! Il a fallu attendre 50 ans après la guerre d'Algérie pour commencer à avoir des députés en nombre au Parlement, et pas seulement au Sénat ! On voit bien qu'on a une vraie difficulté à faire émerger ces élites, pourtant depuis très longtemps parties prenantes de la vie publique en France, alors que dans le monde de la culture, dans le monde du spectacle, des arts, des lettres, il y a une représentativité assez riche de cette diversité culturelle. Ce décalage-là est majeur, profond. Il est d'ordre culturel et historique.



Le 3 décembre 1983, des dizaines de milliers de personnes rejoignent à Paris la fin de la Marche pour l'égalité et contre le racisme qui avait démarré six semaines plutôt à Marseille.

La marche n'a produit aucun de ses deux objectifs majeurs initiaux : l'égalité juridique a été obtenue en théorie, mais en pratique ce sont des « exclus de la République » au niveau du territoire, des exclus de la vie politique française en terme de représentativité. Et sur l'antiracisme - ils n'y peuvent rien - mais la manière dont la marche a été digérée est un échec, car cette question s'est fixée dans la morale et non dans la lutte concrète de déconstruction du racisme et de ses origines « coloniales ». En même temps, la marche est complètement mythifiée, personne ne la regarde pour ce qu'elle a vraiment été. C'est pour cela que c'est un moment majeur de notre histoire commune. Tout le monde la regarde comme le « seul âge d'or » qui ait pu exister dans un « monde de ténèbres » et d'exclusion, au cours de cinquante ans d'effacement dans l'espace politique français des

Maghrébins. Ils « n'existent » pas dans cette histoire récente. Comme si le fait religieux, l'islam, avait tout avalé. C'est pourtant une histoire commune exceptionnelle que nous venons de vivre et la marche demeure un moment majeur de cette histoire.

cru au jeu démocratique, ils ont cru que dans ce pays de révolutions, on pouvait être entendu quand on était pacifiste et ils se rendent compte qu'ils n'ont pas été les acteurs du changement. Leur situation (sociale, politique, culturelle) et celle de leurs enfants est pire que celle de leurs

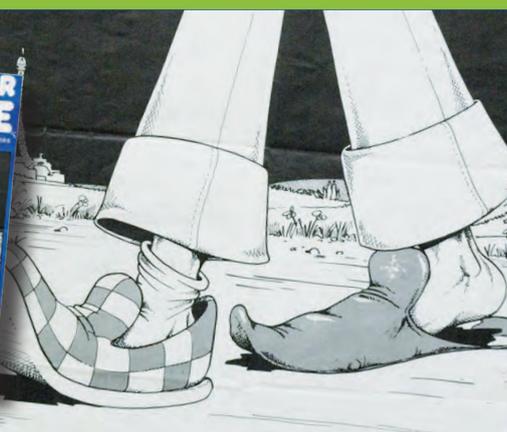
« Ils ont marché, ils ont cru au jeu démocratique, ils ont cru que dans ce pays de révolutions, on pouvait être entendu quand on était pacifiste. »

Et quel bilan du point de vue des marcheurs ?

P.B : C'est un échec aussi pour ceux qui ont marché, ils sont très aigris, ils ont le sentiment de s'être fait volés leur « marche ». Ils ont le sentiment d'avoir été les dupés de la République. Ils ont marché, ils ont

parents et de la leur il y a 30 ans. En plus, ces marcheurs n'ont eu ni carrière politique en région et localement, ni reconnaissance sociale ou culturelle. Ils ne sont pas devenus des « grands frères » que la société française aurait pu promouvoir. Ils ne sont, par exemple, pas devenus des pivots contre la montée de

La marche pour l'égalité et contre le racisme, 1983 :



Au début des années quatre-vingt, les nombreux crimes racistes perpétrés en France déclenchent une mobilisation sans précédent parmi les « enfants de l'immigration » dans les banlieues françaises où les rapports deviennent très tendus avec la police. Pour alerter l'opinion sur leur exclusion sociale et urbaine, quelques jeunes maghrébins (dont plusieurs enfants de « harkis ») entreprennent des grèves de la faim tandis que l'idée d'une marche pour l'égalité et contre le racisme fait son chemin. Partie symboliquement de Marseille pour rejoindre Paris entre octobre et décembre 1983, cette manifestation d'abord marginale suscite peu à peu l'attention des médias qui la surnommeront « marche des beurs ». Son arrivée à Paris sera une apothéose populaire en contraste avec le racisme ambiant et le contexte électoral marqué par une poussée frontiste aux élections municipales, notamment à Dreux.

La marche des « beurs » : quel bilan trente ans après ?

Entretien avec Pascal BLANCHARD l'historien, spécialiste du « fait colonial » et des immigrations des outre-mers en France

l'islamisme dans les quartiers populaires, ou des pivots sur les valeurs de la laïcité, alors qu'ils sont les pionniers de cet engagement citoyen. Ils n'ont jamais été des acteurs ou des interlocuteurs majeurs pour les partis de gauche et de droite pour réfléchir sur les politiques migratoires ou intégrationnistes à mettre en place. Ils n'ont pas été des acteurs du changement. Et ils n'en sont pas aujourd'hui. C'est un scandale dans la mesure où ils ont eu le courage de réveiller la société française en 1983, ce 30^e anniversaire doit donc être, aussi, un moment de valorisation à leur rencontre.

Rien de positif dans ce bilan ?

P.B : Si, bien entendu, car cette génération est alors rentrée en politique. Mais, la marche n'a pas permis suffisamment que le débat sur ces jeunes maghrébins de France entre au cœur de la nation, qu'il soit un de nos grands débats nationaux. Il est toujours à la périphérie. Mais d'une certaine manière la marche a atteint son objectif, rendre visible l'invisible. L'« Arabe » n'existait pas à l'époque, et cette rupture « positive », après des siècles d'histoire commune, devrait suffire à rendre cette marche historique. Mais, sur le fond, elle n'a pas changé les politiques publiques en termes d'investissement, de désenclavement des quartiers populaires. Elle n'a pas fait en sorte que ces gamins trouvent plus facilement du boulot, tout ça a été oublié. Certes, au ministère de la Ville il y a aujourd'hui une véritable prise de conscience de l'importance de cette date charnière et que ce moment est fondateur pour bâtir autrement un devenir commun, mais cela veut dire que derrière les « commémorations », derrière le travail d'histoire et de mémoire, il est nécessaire de promouvoir une politique en continue de reconnaissance. Il y a urgence.

« La marche n'a pas permis suffisamment que le débat sur ces jeunes maghrébins de France entre au cœur de la nation [...] Mais d'une certaine manière la marche a atteint son objectif, rendre visible l'invisible. »

Refaire une marche aujourd'hui ce serait envisageable ?

P.B : Certains en rêvent (et je regarde cela en historien, en observateur), mais il serait restrictif de reproduire le modèle des pères. Maintenant est-ce qu'il faut continuer à se battre et à trouver une manière fédérative de porter le débat de l'inégalité toujours présent dans les quartiers populaires, c'est une évidence. Aujourd'hui elle ne serait plus une marche des « Beurs », elle serait une marche des quartiers populaires. La question est devenue une question sociale, alors qu'à l'époque c'était une question qui était seulement « raciale ». Il y a une vraie réflexion à mener sur la façon de prendre part au débat public, et ce n'est pas la même problématique que celle de devenir « visible ». C'est reposer le débat d'il y a 30 ans, comment devenir égaux, mais aujourd'hui on n'y répondra pas avec une nouvelle marche... mais avec une politique publique forte et avec une écoute forte et une participation de ceux qui sont les héritiers des marcheurs dans les quartiers populaires et ailleurs dans la société française.

Quel sens faudrait-il donner à la commémoration de cette marche ?

P.B : Le risque aujourd'hui est que cette mémoire ne soit seulement celle des « maghrébins » des quartiers populaires, celle de leur « heure de gloire », sans mise en perspective.

Ce serait terrible. Une commémoration doit être publique et fédérer les populations, elle nous parle à tous, c'est autant ma marche, que « la marche », que celle de tous les Français. Il faudrait amener un maximum de gens à réfléchir à ce qu'était une minorité revendiquant l'égalité et le droit à l'existence. L'Éducation nationale aurait dû consacrer un programme d'une heure pour expliquer cela fin 2013, cela n'a pas été fait, ce qui prouve bien que ce n'est pas considéré comme une journée de portée nationale. La marche est notre héritage commun, nous devons tous en être les héritiers et donc il faut bâtir une histoire commune, une mémoire commune, mais aussi replacer cet événement dans notre histoire de France sur le temps long. C'est notamment l'objectif de l'ouvrage La France arabo-orientale qu'avec 40 chercheurs nous éditons en octobre 2013 (à l'occasion du début de la marche), des expositions qui iront dans les régions et grandes villes en lien avec des débats et des tables-rondes pour inscrire cette histoire dans un récit commun et sur les territoires, c'est enfin l'objectif des nombreux colloques que nous programmons pour la fin de l'année. ■